MONDIALISATION
ET DROIT INTERNATIONAL

RECUEIL DES COMMENTAIRES
DES DÉCISIONS DU CIRDI
(2002-2007)

Julien FOURET

Avocat au Barreau de Paris

ET

Dany KHAYAT

Avocat au Barreau de Paris

Préface d'Alain PELLET

Avant-propos de Stéphane BEAULAC

BRUYLANT
BRUXELLES
2 0 0 9

PRÉFACE

PAR

ALAIN PELLET

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ PARIS X-NANTERRE
MEMBRE ET ANCIEN PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
DU DROIT INTERNATIONAL DES NATIONS UNIES
ASSOCIÉ DE L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

L'ouvrage que co-signent Julien Fouret et Dany Khayat, jeunes et enthousiastes praticiens de l'arbitrage international, porte témoignage de la vigueur avec laquelle cette branche du droit se développe – et tout spécialement le «droit du CIRDI».

Les débuts du Centre institué par la Convention de Washington de 1965 ont cependant été laborieux : une première affaire (*Holiday Inns S.A. et al. Maroc*) ne lui a été soumise qu'en 1972 (et a, finalement, fait l'objet d'un règlement amiable) et la première sentence rendue par un «Tribunal CIRDI» ne l'a été qu'en 1977 (dans l'affaire *Adriano Gardella S.p.A. c. Côte d'Ivoire*). Mais, depuis la fin des années 1990, le succès de cette institution (qui l'est à peine...) ne se dément pas. Au 31 janvier 2008, 260 affaires lui ont été soumises – dont 125 sont pendantes; chiffres impressionnants, même en tenant compte de l'afflux atypique d'affaires «argentines» durant les dix dernières années (46 au total).

Même si elle n'est pas irréprochable, l'abondante jurisprudence qui en est résultée – et qui croît à vive allure – est d'une richesse inouïe et peut susciter la perplexité du juriste traditionnel, attaché aux distinctions (pourtant bien artificielles) entre les droits public et privé, voire même entre les droits international et interne, que les sentences CIRDI transcendent largement. Par tâtonnements et approximations, avec des temps forts et des points faibles, des principes nouveaux émergent, des concepts naguère inconnus se banalisent, des distinctions s'affirment; un jargon – souvent franglais – se popularise; et tout un corps de règles (à la légitimité pourtant douteuse) s'affirme comme le substrat juridique du capitalisme mondialisé.

Pourtant, les *umbrella clauses*, les dispositions «*fork in the road*» ou la distinction entre les *treaty claims* et les *contract claims*, conservent encore largement leurs mystères – même pour les spécialistes, tant la jurisprudence CIRDI demeure anarchique et luxuriante. Peut-être en viendra-t-on un

jour à considérer les sentences *Vivendi* ou *SGS Philippines* (ou *Pakistan*) ou *Impregilo* comme «fondatrices», au même titre que le furent l'arrêt *Mavrommatis* de la C.P.J.I. pour le droit de la protection diplomatique, ou l'avis de la C.I.J. dans l'affaire du *Comte Bernadotte*, pour la personnalité juridique des organisations internationales. Peut-être, à force de «petites touches», en arrivera-t-on à cerner avec un degré de certitude raisonnable ce qu'est un «investissement» ou un «traitement juste et équitable». Mais, pour l'instant, les incertitudes foisonnent – et sur des points encore essentiels – soit parce qu'aucun tribunal n'a encore eu l'occasion de trancher certains problèmes; soit parce que les solutions données à d'autres demeurent floues ou, pire, contradictoires. Il en ira sans doute ainsi pendant de longues années encore – et, en tout cas, aussi longtemps que l'on n'aura pas mis un peu d'ordre dans les règles de nomination des arbitres et opéré la séparation qui s'impose entre la «magistrature» et le «barreau» transnationaux...

Pour l'heure, malgré des ouvrages savants et souvent remarquables qui lui sont consacrés, cette jurisprudence exubérante demeure mal connue, alors même qu'elle emprunte, je l'ai dit, aux droits internes et international, privé et public ou «mercatique» et que, à ce titre, elle devrait intéresser les spécialistes de ces différentes disciplines – qui, il est vrai, ont souvent fort à faire avec la croissance exponentielle de leur domaine propre...

C'est le grand mérite et de la *Revue québécoise de droit international* d'avoir confié à des juristes motivés et prometteurs une chronique systématique des décisions CIRDI, et celui de Julien Fouret et Dany Khayat d'avoir tenu cette gageure en commentant celles-ci «à chaud», à mesure de leur adoption. On ne peut que louer ce travail de «vulgarisation», dans le meilleur sens du terme, qui, sans ambition doctrinale démesurée mais avec clarté et méthode rend accessible à un public non spécialiste une jurisprudence dont on ne saurait aujourd'hui sous-estimer ni la portée, ni l'intérêt.